

55529

Distr.
Générale
ECO/IGO/I/2
12 Décembre 1980
FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence inaugurale des Chefs de secrétariat
des Institutions régionales et sous-régionales
parrainées par la CEA

Addis-Abéba (Ethiopie)
15-20 Décembre 1980

LA CEA ET LA CREATION D'INSTITUTIONS EN AFRIQUE

Avant Propos

La présente communication a pour but d'attirer l'attention sur les progrès réalisés jusqu'ici par la Commission économique pour l'Afrique dans la création d'institutions régionales et sous-régionales en Afrique. L'établissement d'institutions multinationales en Afrique fait l'objet d'une attention particulière de la part de la Commission depuis sa création en raison de l'importance que ces institutions revêtent dans le renforcement des moyens dont le continent dispose dans le domaine de la technique et du développement et dans la promotion, de manière concrète et pratique, de la coopération technique entre pays africains.

Pour atteindre les objectifs en matière d'intégration économique en Afrique, il est nécessaire de créer des institutions multinationales en vue de promouvoir le développement et d'encourager la mise sur pied d'unités économiques axées sur l'intégration économique régionale. Cette entreprise de coopération permet aux économies africaines dans l'ensemble minuscules et faibles, de nouer des liens de coopération et de disposer ensemble et à un coût économique moindre, des services techniques qu'ils n'auraient pas pu obtenir individuellement, qui faciliteront par conséquent leurs efforts de développement.

La présente communication est par conséquent centrée sur la nature, les fonctions et les principales réalisations des institutions multinationales africaines qui ont été créées sous l'égide de la CEA en vue de la promotion de la coopération technique et du développement dans divers secteurs économiques et sociaux.

Parmi les premières institutions créées par la CEA, on peut citer la Banque africaine de développement (BAD), l'Association des Banques centrales africaines et l'Institut africain de développement et de planification économique (IDEP). La BAD qui regroupe, à l'heure actuelle, tous les pays indépendants d'Afrique est devenue, après un lent démarrage, un instrument utile de développement. Elle a élargi son champ d'activités et accru ses ressources. Quant à l'Association des Banques centrales africaines, dont toutes les banques centrales africaines sont membres, elle n'a cessé de se développer et a créé des organes subsidiaires, notamment le Centre africain d'études monétaires et la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. D'autres institutions continuent à jouer un rôle actif dans l'établissement de liens solides de coopération entre les économies des pays africains et contribuent à accroître l'autosuffisance du continent africain. Au cours de ces trois dernières années, la Commission a concentré ses efforts sur la création de trois institutions technologiques - le Centre régional africain de technologie, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques - dont l'objectif est d'accélérer le processus du développement technologique de l'Afrique. Nous préparons actuellement la mise sur pied d'une institution régionale d'énergie solaire.

Cette publication, nous l'espérons, permettra aux lecteurs d'appréhender le rôle important que jouent les institutions internationales dans le développement des économies africaines. Ces institutions appartiennent aux Etats africains et leur force ne peut être qu'à la mesure du soutien financier, politique et technique que ces Etats leur apportent. Le renforcement et le développement de ces institutions vitales constituent une responsabilité collective que tous les Etats membres doivent assumer en commun.

I. RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'INTEGRATION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Dans un continent où les marchés nationaux sont réduits et les ressources humaines et matérielles sont sous-employées, la formation de groupements sous-régionaux a essentiellement pour but de créer des marchés suffisamment grands pour soutenir des capacités de production et de consommation viables dans les secteurs industriel et primaire, d'augmenter les capacités d'absorption de la technologie, des capitaux, des biens et des services; de mettre en place des réseaux viables de transport, de mettre en commun les ressources financières et humaines et enfin, d'encourager l'exploitation des complémentarités existantes. La condition sine qua non pour atteindre ces objectifs est la formation d'unités économiques sous-régionales en tant que premier pas vers l'intégration économique régionale.

En raison des difficultés qui entravent la promotion de la coopération et de l'intégration économiques régionales et sous-régionales en Afrique, notamment celles qui résultent de la multiplicité, dans une même sous-région, de groupements multinationaux relativement petits, la concurrence inutile et le chevauchement des efforts au sein de ces groupements, la fragmentation créée par cette multiplicité des groupements, la dispersion des ressources financières et humaines, les conflits d'intérêts et l'instabilité qui résulte du fait que certains pays africains appartiennent à deux ou à plusieurs organisations intergouvernementales africaines ainsi que les tendances à l'introduction des diverses organisations multinationales existantes qui jouent contre l'instauration d'une plus grande coopération régionale, on considère que l'action à mener dans l'avenir ne doit pas être orientée vers la création de davantage d'organisations, mais plutôt vers la modification et la restructuration de celles qui existent en vue d'élargir leur portée et de rationaliser leurs activités.

"Tout en reconnaissant que la diversité des besoins économiques et sociaux en Afrique et la complexité des relations économiques internationales nécessitent ou justifient peut-être l'existence de plusieurs organisations intergouvernementales liées entre elles à des arrangements de coopération à des degrés divers, l'on soutient que l'on obtiendrait de meilleurs résultats en créant un nombre limité de grandes organisations polyvalentes qui contribueraient à maintenir un équilibre fondamental entre Etats appartenant au même groupement"^{1/}.

En vue de la rationalisation des organisations existantes, trois approches ont été préconisées:

- a) En premier lieu, l'approche fondée sur le court terme, qui consiste à créer un mécanisme chargé de la coordination des activités des organisations multinationales voisines ayant des objectifs identiques ou semblables, et à promouvoir l'assistance mutuelle;
- b) En deuxième lieu, l'instauration d'une coopération étroite entre les organisations voisines ayant des objectifs limités. Cela renforcerait non seulement la coopération portant sur des secteurs et des arrangements qui constituent des préoccupations communes des Etats membres, mais amènerait également des Etats voisins à devenir membres de ces organisations;
- c) En troisième lieu, l'intégration progressive de groupements sectoriels ou d'importance moindre pour en faire des groupements polyvalents et, éventuellement, leur intégration dans le cadre d'arrangements de coopération plus vaste visant une intégration économique plus poussée.

Grâce à son Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Niamey, la CEA contribue à coordonner et à renforcer les activités des 35 organisations intergouvernementales qui existent à l'heure actuelle en Afrique de l'Ouest. Dans le cadre des efforts déployés en ce sens, le MULPOC de Niamey a publié le premier numéro de son "Bulletin de liaison" qui a pour but de tenir les organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest au courant des activités des unes et des autres et de leurs réalisations respectives, ce qui constitue un premier pas dans le renforcement et la coordination des activités des organisations intergouvernementales de la région.

Le rôle du secrétariat de la CEA pour ce qui est d'encourager les arrangements de coopération entre groupes de pays et organisations intergouvernementales ne se limite pas à l'Afrique de l'Ouest. L'une des plus importantes fonctions des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets est d'établir des relations saines de travail entre organisations intergouvernementales d'une part et entre ces organisations et les MULPOC d'autre part. S'agissant de la Communauté économique des pays de Grands Lacs (CEPGL), un modus operandi pour instituer des relations de travail plus étroites entre le secrétariat de la Communauté et le MULPOC de Gisenyi est exposé dans un mémorandum d'entente entre le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire exécutif de la CEPGL. En Afrique du Centre, des arrangements opérationnels de travail ont été élaborés par le MULPOC de Yaoundé et l'UDEAC. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, des mesures spécifiques ont été prises en vue d'assurer une meilleure coordination entre les activités du MULPOC de Lusaka et celles des institutions intergouvernementales ayant survécu à la défunte Communauté de l'Afrique de l'Est, notamment l'Institut est-africain de gestion, qui est devenu un institut sous-régional de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. En Afrique du Nord, le programme de travail du MULPOC de Tanger tient compte des programmes d'organisations intergouvernementales

nord-africaines comme la Ligue arabe et ses institutions spécialisées et le Secrétariat du Maghreb, pour éviter les doubles emplois et renforcer les activités menées dans le cadre de tous les arrangements de coopération en Afrique du Nord. Aussi, les MULPOCs tiennent compte des circonstances qui existent dans les régions qu'ils desservent dans la formulation et l'exécution de leurs programmes de travail 2/.

Tandis que certains progrès ont été réalisés dans la création de mécanismes pour coordonner les programmes des organisations intergouvernementales, la deuxième et la troisième approches fondées sur le long terme ont accusé très peu de progrès en ce qui concerne la rationalisation des organisations existantes. Il faut vaincre les préjugés futiles qui ont eu pour résultat une réticence à adhérer à une organisation qui a déjà fait ses preuves quant à sa viabilité et une tendance à créer des groupements rivaux.

Le rôle des organisations polyvalentes existantes dans la rationalisation d'autres organisations a mieux réussi en Afrique de l'Ouest où la CDEAO prend actuellement des mesures pour coordonner les activités des organisations intergouvernementales, et en Afrique de l'Est et en Afrique australe où la création d'une zone d'échanges préférentiels pourrait offrir le cadre d'une intégration plus globale. La CEPGL a commencé à prendre des mesures utiles pour la coopération sous-régionale et des arrangements ont été mis au point concernant la coopération commerciale entre les pays membres de l'UDEAC et les Etats de l'Afrique du Centre qui ne sont pas membres de l'Union.

Les arrangements de coopération multinationale en Afrique ne se limitent pas uniquement au domaine des organisations sectorielles limitées et polyvalentes. Il existe également des arrangements spécialisés, notamment ceux qui concernent les produits de base et les services et les institutions spécialisées. Ces arrangements et ces institutions sont nombreux et ont été créés sous les auspices de la CEA, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports, de la formation, des ressources naturelles, et des systèmes financiers et bancaires. On trouvera dans la section III de la présente publication un profil de ces institutions.

En tant qu'organisation régionale africaine, dont le programme de travail et les priorités en matière de développement sont déterminés par les gouvernements africains, la CEA ne peut être considérée comme étant distincte des autres institutions multinationales existantes en Afrique.

2/ Pour des détails complets sur la création des MULPOC et un rapport relatif à leurs activités et progrès, voir "Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, rapport d'activités" (E/CN.14/CAB/7/5).

C'est pourquoi, les projets parrainés par le secrétariat et qui entrent dans la catégorie d'arrangements spécialisés de coopération ne devraient pas être considérés comme distincts des projets des organisations intergouvernementales en général. Pour obtenir les meilleurs résultats, les arrangements de coopération parrainés par le secrétariat doivent s'accorder avec les politiques nationales et intergouvernementales en matière de coopération. Les MULPOC doivent, par exemple, être considérés, entre autres, comme un cadre mis en place pour s'assurer que l'on tient pleinement compte des politiques nationales et intergouvernementales en matière de coopération.

Les diverses institutions multinationales qui ont été créées, toutes à la demande des gouvernements africains, dans les domaines tels que les ressources naturelles, la science et la technologie, le commerce, l'industrie, la formation, les transports et les communications, ont toutes, à l'exception de la Banque africaine de développement, l'Association des banques centrales africaines, soufferts des conséquences néfastes du manque de volonté politique de la part des pays africains. Cette absence de volonté politique se manifeste de diverses façons, dont la plus courante est qu'après avoir fait pression pour la création d'une institution, de nombreux gouvernements africains, même quand ils ont approuvé les instruments juridiques de la création de telle ou telle institution, refusent d'en être membres, ou s'ils le deviennent, refusent de lui apporter un soutien financier et matériel suffisant. Le résultat final est que la croissance de l'institution s'en trouve gênée, la désillusion s'installe et l'autonomie collective des pays africains s'en trouve sapée. Les Etats membres doivent se rendre compte que la réussite ou l'échec des institutions qui ont été créées à leur demande dépend uniquement d'eux.

L'étude suivante consacrée à certaines institutions multinationales, illustre le problème du manque de soutien dont elles ont souffert concernant l'adhésion, l'aide financière et autre assistance matérielle et qui a empêché leur développement.

Le continent dispose de ressources naturelles en abondance et leur exploitation pourrait contribuer considérablement à la transformation économique et sociale de la région. Ironiquement, cependant, il s'agit là du secteur où le développement des institutions en vue de parvenir à l'autosuffisance collective a fait le moins de progrès.

Le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile-Ife au Nigéria, a été créé aux termes de la résolution 164(VIII) de la Commission qui invitait le Secrétaire exécutif à mettre sur pied des centres dans le domaine des techniques photogrammétriques, de la photo-interprétation des photographies aériennes et des levés géophysiques aériens.

Le Centre d'Ile-Ife dont tous les pays de l'Afrique de l'Ouest peuvent devenir membres ne compte, depuis sa création en 1972, que quatre membres, à savoir le Bénin, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal. De nombreuses tentatives, notamment l'envoi de missions de promotion auprès des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, n'ont pu augmenter le nombre des membres que d'un pays, en l'occurrence le Mali. Cette situation a eu des résultats néfastes sur le développement et la croissance du Centre qui, s'il pouvait bénéficier du soutien d'une simple majorité des Etats de l'Afrique de l'Ouest pourrait rapidement devenir un Centre capable d'offrir des services meilleurs et plus variés en

vue de la mise en valeur des ressources naturelles dans le cadre de la recherche de l'autosuffisance collective. Les quatre membres initiaux du Centre n'ont cessé de supporter seuls le fardeau financier du fonctionnement du Centre, alors que 90 étudiants, venant de 12 pays africains ont reçu leur formation au Centre. Il s'agit de l'Algérie, du Burundi, de la République centrafricaine, du Ghana, du Kenya, du Niger, du Nigéria, du Sénégal, de la Somalie, de l'Ouganda, du Zaïre et de la Zambie. Même si le Nigéria, pays hôte, accepte volontiers de supporter le gros du fardeau financier, le fait demeure que les quatre Etats membres du Centre ne reçoivent aucun soutien moral et matériel des huit autres pays africains, qui n'apportent aucune contribution au titre du fonctionnement du Centre. De ce fait, le Centre s'est développé très lentement et n'a pas suffisamment de fonds pour lui permettre d'assurer son propre développement et celui du programme d'enseignement.

Son homologue, le Centre des services spécialisés en matière des levés et de cartes de Nairobi, qui a également été créé aux termes de la résolution 164(VII) de la Commission, a souffert, comme par destinée, des mêmes maux que le Centre d'Ile-Ife. Sur les 10 pays de la sous-région d'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui peuvent adhérer au Centre, cinq pays seulement, à savoir le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Somalie et le Malawi, sont membres du Centre de Nairobi, le Malawi ayant déjà notifié sa décision de se retirer du Centre à la fin du mois de janvier 1981. Malgré l'envoi de missions de promotion, le nombre de membres du Centre est resté le même qu'à sa création en 1975. En fait le nombre déjà limité de ses membres va diminuer. Les conséquences néfastes de cette situation sur le développement et l'expansion du Centre de Nairobi sont évidentes. Là encore, le pays hôte, le Kenya, comme le Nigéria pour le Centre d'Ile-Ife, supporte une partie importante des charges financières au titre du fonctionnement du Centre. Tout en fournissant le terrain, et contribuant financièrement à l'édification du siège du Centre, le Kenya était, il n'y a pas longtemps encore, le seul pays à payer ses contributions au titre du budget ordinaire du Centre. La République-Unie de Tanzanie et l'Ouganda ont commencé à payer leur contribution. C'est ainsi que le Centre n'a pu même pas exécuter les modestes projets approuvés par son Conseil d'administration pour les années 1978/79 et 1979/80. Son budget qui s'élevait à 884 557 dollars des E.-U. pour 1978/80 est tombé à 381 959 dollars. Le Centre ne peut se développer et réaliser ses objectifs si trois Etats membres seulement doivent lui apporter leur assistance. Tous les Etats membres de la sous-région d'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe doivent adhérer au Centre dans les meilleurs délais pour lui permettre d'atteindre les importants objectifs que les gouvernements africains lui ont assignés.

Le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est a commencé à fonctionner en 1977 lorsque le quatrième signataire requis, les Comores, a signé l'Accord portant création du Centre. Les trois autres Etats sont l'Ethiopie, le Mozambique et la République-Unie de Tanzanie. Le Centre, dont le but est d'aider les Etats membres, de diverses manières, dans l'exploitation de leurs ressources minérales a été créé aux termes de la résolution 205(IV) de la Commission de février 1969. En dépit de plusieurs missions auprès des pays de la sous-région, le nombre des pays signataires n'a pas varié depuis plusieurs années. Le Centre ne reçoit une aide effective que de trois Etats membres, à savoir l'Ethiopie, le Mozambique et le pays hôte, la République-Unie de Tanzanie. Tout comme le Kenya et le Nigéria, la Tanzanie a fourni le terrain pour les locaux du Centre, des bureaux temporaires et une contribution supplémentaire d'un montant de 120 000 dollars des E.-U.. Du fait que le Centre

compte un nombre limité de membres, son budget pour 1979/80 ne s'élevait qu'à 100 000 dollars des E.-U. environ. En conséquence, les chances du Centre de se développer à la mesure de ses potentialités sont véritablement réduites. On estime que si tous ses Etats membres potentiels adhéraient, le Centre aurait besoin de 1 million de dollars des E.-U. par an pour entretenir toutes ses installations et mener à bien toutes ses activités. Les contributions de tous les 18 Etats membres pourraient se situer entre 9 260 dollars des E.-U. pour les Comores et 125 963 dollars des E.-U. pour la Zambie sur la base de la formule adoptée pour le barème des contributions au budget de l'OUA. On estime de même que si le Centre fonctionnait à plein rendement, il pourrait réaliser un profit annuel d'environ 800 000 dollars des E.-U. grâce aux services techniques qu'il pourrait rendre aux pays africains et ainsi devenir un projet viable.

Le Conseil africain de télédétection créé aux termes de la résolution 280(XII) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en février 1975 n'a vu le jour qu'en juillet 1979 lorsqu'on est finalement parvenu à obtenir la signature des 10 Etats requis pour la création du Conseil. Jusqu'à présent, un peu plus du quart seulement des pays africains qui constituent ses membres potentiels a adhéré au Conseil.

Un fait encore plus alarmant est que les donateurs potentiels qui avaient promis leur assistance à des institutions comme le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et le Centre des services spécialisés en matière de levés et de cartes au moment de leur création, ne veulent accorder de l'aide à ces institutions que si le nombre de leurs pays membres augmente de façon à devenir des institutions réellement sous-régionales. Les membres potentiels de ces institutions, pense-t-on, attendent eux aussi, pour adhérer, de voir si elles fonctionnent bien. Le cercle vicieux, malsain ainsi formé s'applique non seulement aux centres susmentionnés mais également à toutes les institutions qui souffrent de l'insuffisance du nombre de leurs membres aux niveaux régional et sous-régional.

Dans le domaine de la science et de la technologie, plus que dans tout autre domaine, il est nécessaire que les pays africains conjuguent leurs efforts pour que soit soutenue leur capacité d'absorber, d'adapter et de développer la technologie. La création du Centre régional africain de technologie a été proposée dans les conclusions adoptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie (Nairobi, décembre 1975); elle a été confirmée par la quatrième Conférence des ministres du commerce des Etats membres de l'OUA (Alger, novembre 1975), par la Conférence des ministres de l'éducation des Etats africains (Lagos, février 1976), par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (résolution 87(IV) et, enfin, par la résolution CM/Res. 513 (XXVII) de la vingt-septième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA (Maurice, juillet 1976). Ce Centre régional, dont on a tant loué la création, ne compte jusqu'à présent qu'un peu plus de la moitié des Etats africains qui pourraient en devenir membres.

L'un des instruments les plus importants pour la promotion et le développement des échanges commerciaux minimes existants entre les pays africains reste l'Association des organisations africaines de promotion commerciale. Ce sont les résolutions 241(VI) de la Conférence des ministres de février 1973 et 310(XXI) du Conseil des ministres de l'OUA, qui sont à l'origine de cette organisation. Les 26 membres de l'Association sont l'Algérie, le Burundi, la République-Unie du Cameroun, la République centrafricaine,

le Congo, l'Egypte, l'Ethiopie, le Gabon, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Libéria, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mauritanie, le Maroc, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, la République-Unie de Tanzanie, le Tchad, le Togo, la Tunisie et le Zaïre. Il n'est pas encourageant de constater que comme instrument de promotion des échanges commerciaux intra-africains, ouvert à tous les 50 Etats membres de la CEA et de l'OUA, l'Association compte à peine la moitié du nombre de ses membres potentiels.

Sur les 26 membres, environ un tiers seulement versent leurs contributions au titre du budget biennal de l'Association. Par exemple, pour l'exercice biennal 1975-1976, seuls huit Etats membres, à savoir la République-Unie du Cameroun, l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc, le Rwanda et le Soudan, avaient versé au total une somme de 160 953,06 dollars des E.-U. sur le montant total du budget biennal qui était de 439 510 dollars des E.-U. Cette tendance s'est maintenue et a eu des conséquences néfastes sur la croissance et le dynamisme du fonctionnement de l'Association.

Lors de la Conférence des ministres africains de l'industrie (Nairobi, décembre 1975) il avait été pour la première fois décidé de créer un Centre régional de conception et de fabrication techniques, dont l'adhésion serait ouverte aux 50 Etats membres de la CEA et de l'OUA. Cela avait été réaffirmé par la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie. Le Centre qui doit jouer un rôle de premier plan dans la réalisation d'une percée dans le domaine industriel en Afrique, a pour but, entre autres, d'aider les pays africains à concevoir des appareils, de fabriquer des prototypes adaptés aux besoins de l'Afrique et à créer des fonderies et des ateliers métallurgiques pour la production de pièces détachées, d'éléments et d'appareils simples pour la petite industrie ou les industries rurales. Le Centre a été officiellement créé à Cotonou en avril 1979 et siège à Ibadan (Nigéria). A l'heure actuelle, le Centre ne compte pas plus de 20 membres.

A l'exception de la Banque africaine de développement et de l'Association des banques centrales africaines, le manque de soutien financier de la part des Etats membres, constitue le fléau de toutes des institutions intergouvernementales qui ont été créées sous l'égide de la CEA à la demande des gouvernements africains et qui, conformément au principe accepté de l'autosuffisance collective, doivent toutes fonctionner principalement grâce aux contributions des Etats membres.

L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), l'une de plus prestigieuses des institutions créées par la CEA depuis 1964, compte un nombre plutôt important de pays membres africains. Sur les 50 membres potentiels, l'IDEP compte 37 adhérents effectifs, à savoir l'Algérie, le Bénin, le Burundi, la République centrafricaine, l'Egypte, le Congo, l'Ethiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Libéria, le Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, Maurice, le Maroc, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Togo, le Tchad, la Tunisie, la République-Unie du Cameroun, la République-Unie de Tanzanie, la Haute-Volta, le Zaïre et la Zambie. Cela semble bien augurer pour l'IDEP, mais en fait, sans l'aide généreuse que l'IDEP continue de recevoir du PNUD, l'Institut aurait cessé d'exister depuis longtemps car de nombreux Etats membres ne paient pas leurs contributions de façon régulière ou ne paient pas du tout.

Il est évident que les problèmes auxquels les institutions multinationales ont à faire face tiennent principalement à deux facteurs, à savoir le nombre restreint de membres qui influe à son tour sur la situation financière de ces institutions et la réticence constatable de certains Etats membres dans le paiement des contributions ou les deux à la fois. Il ne fait aucun doute qu'étant donné les ressources limitées des pays africains, des organismes de coopération comme ceux mentionnés dans la présente publication sont indispensables au développement économique et social du continent. Il est par conséquent nécessaire de trouver les moyens d'assurer que ces institutions disposent de leur quota complet de membres et de fonds suffisants pour leur permettre de fonctionner efficacement et effectivement.

Cependant, puisqu'on ne peut pas nier le rôle vital que jouent les institutions multinationales dans le développement économique et social de l'Afrique, des mesures doivent être prises pour s'assurer que ces institutions ne sont créées qu'après une étude approfondie de leur raison d'être, de leurs objectifs et de leurs activités et seulement lorsqu'il y a des indications claires qu'elles bénéficieront du total soutien politique et financier des pays africains. La deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a déclaré dans le Plan d'action de Lagos que les ligues directrices suivantes doivent être adoptées en vue de la création de nouvelles institutions multinationales et du renforcement de celles qui existent.

- "i) Le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général de l'OUA, en étroite coopération avec le PNUD et les principaux donateurs devraient entreprendre une évaluation des objectifs et des activités des différents organismes multinationaux existants créés sous l'égide de la CEA, en vue de faire des propositions concernant leur efficacité et l'opportunité de les maintenir en service et de donner des conseils sur les moyens de rationaliser, de coordonner ou d'harmoniser leurs activités ou sur les nouveaux types d'organismes multinationaux qu'il faudrait créer;

- ii) Les organismes multinationaux existants devraient être renforcés en leur fournissant rapidement l'appui politique et matériel de tous les Etats africains qui ont participé à leur création étant donné que, en l'absence d'un tel appui, les objectifs visés lors de la création de ces organismes multinationaux ne pourraient pas être atteints;
- iii) Aucun organisme multinational nouveau ne devrait être créé si son établissement n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi et si les possibilités offertes par les organismes nationaux ou par les organismes multinationaux existants ou par la transformation des organismes nationaux en organismes multinationaux n'ont pas d'abord été pleinement envisagées."

Par ailleurs des mesures adéquates devraient être prises pour l'utilisation d'institutions et mécanismes existants ou à créer dans le but de promouvoir la coopération technique d'une part entre pays africains et d'autre part entre ces derniers et des pays non-africains en développement, conformément au Plan d'action de Buenos Aires sur la coopération technique entre les pays en développement (CTPD).

II. TYPES D'INSTITUTIONS PARRAINÉES PAR LA CEA

Depuis l'établissement de la première institution de la CEA, la Banque africaine de développement, en septembre 1964, plusieurs autres institutions ont été créées aux niveaux sous-régional, régional et multinational sous l'égide et le parrainage de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Pour d'autres, le secrétariat de la Commission a participé activement à leur création et à leur développement en collaboration avec d'autres organisations. C'est pourquoi, ces institutions qui sont presque toutes des institutions intergouvernementales africaines, entretiennent, à des degrés divers, des relations constitutionnelles avec la Commission et, de même, la mesure dans laquelle le secrétariat participe à leurs programmes de travail varie considérablement.

Les diverses institutions peuvent être classées, simplement, selon leurs fonctions ou selon les services qu'elles offrent ou encore selon les relations constitutionnelles qu'elles entretiennent avec la Commission. La plupart des institutions multinationales ont pour fonction d'assurer la formation du personnel et d'entreprendre des activités de recherche; quelques-unes d'entre elles sont des institutions financières; certaines ont pour tâche d'encourager la coopération régionale ou sous-régionale, au niveau sectoriel et multisectoriel; d'autres encore ont pour objectif de promouvoir le développement technologique et sont chargées d'identifier, d'évaluer et d'exploiter des ressources naturelles.

La classification des institutions utilisée dans cette publication est la plus simple, qui se fonde sur les rapports constitutionnels de chacune d'entre elles avec la Commission et son principal organe législatif, à savoir la Conférence des ministres de la CEA. Sur la base de ces critères, les quatre catégories d'institutions ci-après ont été retenues :

Catégorie I : Organes et institutions de la CEA : Ils sont créés en application de décisions législatives ou aux termes de résolutions de la Commission et font partie intégrante de la structure de la CEA et de ses organes constituants chargés d'activités opérationnelles tels que des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) et l'IDEP.

Catégorie II : Institutions parrainées par la CEA : Il s'agit d'institutions intergouvernementales créées en application de résolutions ou de décisions de la CEA et dont la création était prévue dans le programme de travail et les priorités de la Commission. Toutes ces institutions, sans exception, ont été conçues, élaborées et créées par le secrétariat en vertu de mandats et de directives précises données par les Etats africains par l'intermédiaire des organes législatifs pertinents aux niveaux régional, sous-régional ou multinational. Des exemples sont la Banque africaine de développement, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques et l'Organisation régionale africaine de normalisation.

Catégorie III : Institutions parrainées par la CEA et l'OUA ou par la CEA et d'autres organismes des Nations Unies : Les institutions appartenant à cette catégorie entretiennent avec la CEA les mêmes relations constitutionnelles que les organisations de la catégorie II. Elles ont été créées en application de résolutions de la Commission et résultent du programme de travail et des priorités de la Commission. En outre, leur création a été sanctionnée par l'OUA ou par l'Assemblée générale des Nations Unies ou d'autres organismes des Nations Unies qui avaient demandé aux secrétariats de la CEA et de l'OUA ou à la CEA et à d'autres organismes des Nations Unies d'entreprendre une action commune. Ces institutions ont été conçues et créées grâce aux efforts communs des secrétariats de la CEA et de l'OUA ou de la CEA et d'autres organismes des Nations Unies. Des exemples sont le Centre régional africain de technologie, le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social et l'Organisation de la propriété industrielle créée à l'intention des pays africains anglophones.

Catégorie IV : Institutions à la création desquelles la CEA a contribué :
 Il s'agit d'institutions dans la création et le développement desquelles le secrétariat de la CEA a joué un rôle de promotion actif. En ce qui concerne ce groupe d'institutions, la CEA est l'une des institutions qui a collaboré à leur création. Aucune résolution de la CEA n'a donné mandat au secrétariat de les créer et, en conséquence, ces institutions n'ont aucun lien constitutionnel avec la Commission. Dans certains cas, la CEA a fourni des services de secrétariat temporaires à ces institutions jusqu'au moment où elles ont pu créer leur propre secrétariat. Des exemples sont l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, l'Association des banques centrales africaines, l'Association africaine de formation et de développement et l'Association africaine des administrateurs des impôts.

On trouvera dans la section suivante, sous la rubrique "Profils des institutions" des renseignements de base sur les diverses institutions susmentionnées dont la création a été parrainée ou encouragée par la CEA.

III. PERSPECTIVES EN MATIERE DE CREATION D'INSTITUTIONS EN AFRIQUE

Les Etats africains prennent de plus en plus des mesures concrètes en vue de mettre en oeuvre leurs politiques déclarées en matière de développement et de réaliser l'objectif qu'est la survie économique grâce à l'autonomie collective, la coopération et l'intégration économique. Il n'est par conséquent pas surprenant de constater que très peu d'institutions intergouvernementales régionales et sous-régionales ont été créées au cours des années 60 et qu'un nombre croissant d'institutions oeuvrant dans le domaine de développement ont vu le jour au cours des années 70. La plupart de ces institutions sont des organismes de formation, de recherche et de services.

Si l'on veut assurer la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos qui a été adopté par les Chefs d'Etat et de gouvernement africains en avril 1980 dans le cadre des efforts faits en vue de rendre les Etats africains indépendants sur le plan économique ou de réduire sensiblement leur dépendance excessive à l'égard des pays industrialisés, il est primordial que les institutions intergouvernementales existantes, qui ont été créées ou dont la création a été encouragée sous l'égide de la Commission, deviennent plus efficaces, profitent à tous et reçoivent sans réserve l'appui politique et matériel de tous les Etats africains.

En ce qui concerne la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, il subsiste un certain nombre de domaines où les Etats africains, tant sur le plan individuel que sur le plan collectif, ne disposent pas des institutions nécessaires. Il faudra combler ces lacunes au cours des années à venir afin d'assurer

l'autonomie collective des Etats africains. Un autre domaine dans lequel il convient de créer des institutions nouvelles et de renforcer celles qui existent concerne la production, la distribution et les services. Ce sont là des domaines dans lesquels il convient de créer des organisations ou des entreprises multinationales africaines chargées de collaborer en matière d'exploitation des ressources naturelles, de fabrication et de distribution de produits courants faisant l'objet d'une demande dans plusieurs pays africains ou dans les entreprises publiques de ces derniers, et de fourniture de services commerciaux spécialisés, notamment de services de consultants, de services en matière de fret aérien intra-africain, etc.

En vue de satisfaire ces besoins en matière de développement, il est envisagé d'orienter davantage, au cours des années 80, les efforts vers la consolidation et le renforcement des institutions multinationales, sous-régionales et régionales africaines existantes. Par ailleurs, il faudra créer davantage d'institutions régionales, sous-régionales et multinationales et les développer pour assurer l'autonomie collective et l'intégration économique. Les années 80 demeurent la décennie au cours de laquelle il faudra mettre en place en Afrique les infrastructures de base devant garantir une croissance économique auto-entretenu et endogène dans le cadre de l'intégration économique régionale. Dans cette immense tâche que la Commission est appelée à accomplir dans le domaine de la création de nouvelles institutions et du renforcement des institutions qui existent, l'engagement des gouvernements africains sera décisif et beaucoup dépendra également de l'appui qu'ils fourniront à la Commission et de leur volonté d'assumer leurs obligations à l'égard des diverses institutions qu'ils ont décidé en commun de créer. Les institutions, à leur tour, devront être constamment conscientes de leur mission et chercher à obtenir des résultats.

Une autre dimension des perspectives pour les années 80 devra être le désir croissant de coopération plus étroite entre les diverses institutions, d'une part, et entre ces institutions et la Commission, d'autre part. Cela tient au fait que la tâche de développement et de modernisation de l'Afrique est une tâche collective et que les institutions et le secrétariat de la CEA devront travailler de concert comme une équipe de vignerons dans le vignoble.